

# Fuites de capitaux

**L**es fuites massives de capitaux des pays du Sud vers ceux du Nord occultent un phénomène structurel de nos économies et de nos pouvoirs : leur caractère extraverti, pour les premières, et compradore, pour les seconds.

Un processus centrifuge de flux de capitaux n'arrête pas de nous appauvrir. Si l'on en croit Global Financial Integrity<sup>(\*)</sup>, un think tank américain qui réunit magistrats et avocats ayant pignon sur rue, comme la juge Eva Joly, les flux financiers illicites sortant d'Afrique ont représenté au moins 29 milliards de dollars par an entre 1970 et 2008 (hors inflation), tandis que l'aide extérieure à l'ensemble du continent ne se montait qu'à 18 milliards.

Plus récemment, cette tendance tirait à la hausse. Compte tenu de la forte croissance économique des années 2001-2008 (5% à 7% par an), tirée par la hausse des matières premières, l'hémorragie a pris des proportions inédites : l'Afrique aurait perdu près de 54 milliards de dollars par an en moyenne durant cette période, et même 90 milliards en 2007 et 2008.

Cumulés depuis 2011, les montants des transferts illicites représentent deux fois la dette extérieure du continent.

Les champions de l'évasion se recrutent au Nigeria, en

Angola, en Afrique du Sud, en Égypte et en Tunisie, pays où elle dépasse les 100 dollars par habitant et par an en moyenne.

Ces agrégats sont tirés des chiffres transmis au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale par les pays en développement à propos de leur balance des paiements et de leur commerce extérieur de marchandises. Ils ne rendraient que partiellement compte de la gravité du phénomène et sont loin de révéler le volume réel de la fraude principalement destinée aux paradis fiscaux, et alimentée tant par les entreprises locales que par les multinationales.

Pour Global Financial Integrity, il faudrait probablement multiplier ces chiffres par deux pour approcher la vérité et mesurer la gravité d'un fléau qui handicape lourdement le développement de l'Afrique.

Global Financial Integrity est revenu cette semaine à la charge avec un nouveau rapport couvrant la période 2000-2008<sup>(\*\*)</sup> qui évalue la croissance des flux illicites pour ces neuf années à 24,3% pour la région Afrique du Nord-Moyen-Orient (région Mena), 21,9% pour l'Afrique et 7,85% pour l'Asie.

En volume, les plus gros montants fuient les pays d'Asie (44,4%), suivis de la région Mena (17,9%), l'Europe «en développement» — sous-entendu Bulgarie,

Roumanie et autres ex-pays de l'Est (17,8%), l'hémisphère Ouest (15,4%), et l'Afrique (4,5%).

L'Arabie saoudite (302 milliards), le Koweït (242) et le Qatar (138) sont en bonne place dans le «top 10» des pays qui ont cumulé les plus hautes fuites de capitaux entre 2000 et 2008, aux côtés de la Malaisie (291) et du Nigeria (130).

Qu'en est-il de notre pays ? Au cours de la même période, l'Algérie aurait «exporté», hors circuits légaux, 13,6 milliards de dollars, soit 1,7 milliard de dollars par an. Ces chiffres ne couvriraient pas la totalité des infractions à la réglementation de change et transferts de capitaux, ni les commissions occultes perçues à l'étranger par les signataires (ou leurs hommes de paille) de marchés publics de travaux, de fournitures ou de services.

Les grands travaux sont au cœur de ces fléaux. Si l'on croit les rédacteurs du site en ligne «Tout sur l'Algérie», la société Pearson Asia Capital, qui appartient en réalité à l'homme d'affaires français Pierre Falcone, serait chargée de distribuer 80% des commissions issues des lots centre et ouest de l'autoroute Est-Ouest, soit 536 millions de dollars ; les 20% restants étant distribués par l'entreprise chinoise Citic-CRCC à des consultants qui ont travaillé directement avec elle. Il s'agit notamment d'experts chinois et internationaux qui ont collaboré au projet. «Patrick Rosenbaum, très écouté par les responsables de Citic, est au cœur du dispositif. Comme quoi, s'agissant d'un marché fortement captif, les autres partenaires se trouvent parfois contraints de sous-traiter à partir de l'ancienne puissance coloniale.

Lorsque l'on sait que des décisions de logements sociaux ont été vendues à l'étranger, on doute de la capacité du système actuel à construire une économie nationale, aux mains d'un pouvoir national. Cette incapacité hypothèque toute perspective

constructive d'accumulation locale et affecte tous les secteurs de la vie économique, sociale et culturelle. Il n'y a pas que les capitaux privés qui fuient la nation. Ses artistes, ses peintres, ses écrivains et... même ses danseurs du Ballet national !

Le marché informel est la sphère de prédilection pour la circulation des capitaux illicites, avant leur blanchiment. On évalue à «plus de 40%» sa part dans la masse monétaire en circulation, avec une prédilection pour les secteurs de la distribution de biens de consommation (fruits et légumes, la viande rouge et blanche ; poisson, textile/cuir, importations).

L'ancienne puissance coloniale reste le principal bénéficiaire des flux illicites à partir de notre pays, en raison de l'existence d'une chaîne de dépendances, de filières établies et de la présence d'une forte communauté nationale, elle-même génératrice de flux illicites.

«Nous faisons l'hypothèse que la rente pétrolière a permis de satisfaire un besoin de domination dont la formation remonte à l'occupation coloniale», écrit Luiz Martinez dans sa dernière livraison<sup>(\*\*\*)</sup>.

Le mal ne date pas d'aujourd'hui : «A la fin de la guerre civile, en 1999, les avoirs des milliardaires algériens à l'étranger sont estimés à 40 milliards de dollars», rappelle le même auteur.

Quels moyens de lutte propose Global Financial Integrity pour juguler les fuites illicites et une plus grande transparence des transferts de capitaux ?

Cinq grandes mesures sont soulignées :

- Limiter la marge de manipulation des prix dans la sphère commerciale

- Assurer un meilleur suivi des transactions, des bénéfices et des impôts acquittés par les sociétés multinationales

- S'assurer de la propriété effective de tous les comptes bancaires et des valeurs mobilières



Par Ammar Belhimer  
ambelhimer@hotmail.com

- Garantir et intensifier les échanges transfrontaliers de renseignements fiscaux sur les comptes personnels et d'affaires
- Harmoniser les infractions en vertu des lois anti-blanchiment dans tous les pays coopérant dans le cadre du Groupe d'action financière<sup>(\*\*\*\*)</sup>.

A. B.

(\*) Illicit Financial Flows from Africa : Hidden Resource for Development. Voir : [www.gfip.org](http://www.gfip.org)

(\*\*) Illicit Financial Flows from Developing Countries : 2000-2009, A January 2011 Report.

(\*\*\*) Luis Martinez, *Violence de la rente pétrolière : Algérie – Irak – Libye*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, col. Nouveaux Débats, Paris 2010, p. 63.

(\*\*\*\*) Le Groupe d'action financière (Gafi) ou Financial Action Task Force (FATF) est un organisme intergouvernemental de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, créé par le G7 lors du sommet de l'Arche à Paris en 1989, en réponse à des préoccupations croissantes au niveau international concernant la lutte contre le blanchiment de capitaux. Le secrétariat du Gafi est situé au siège de l'OCDE, dans la capitale française.

Le Soir sur Internet :  
<http://www.lesoirdalgerie.com>  
E-mail :  
[info@lesoirdalgerie.com](mailto:info@lesoirdalgerie.com)

## PENSÉE

Cela fait 40 jours que ma mère nous a quittés. Boukhefif Khadra, née Yahiaoui, repose en paix aux côtés des tiens. Ceux qui ont toujours veillé sur nous et fait de nous, de nous tous, ce que nous sommes aujourd'hui.

Hakim Laâlam, les familles Boukhefif, Yahiaoui, Belhadjoudja, Senhadji, Baba-Ahmed, Labter, Trabelsi et Tria prient ceux qui ont connu la défunte de la couvrir de Rahma en ce 40<sup>e</sup> jour et de n'évoquer que les moments magnifiques qu'elle a su nous prodiguer. Que celle qui a fait de sa vie un don total de soi repose aux côtés des justes et des bons.

## POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

[laalamh@yahoo.fr](mailto:laalamh@yahoo.fr)  
[laalamhakim@hotmail.com](mailto:laalamhakim@hotmail.com)  
[hlaalam@gmail.com](mailto:hlaalam@gmail.com)



## Le téléphone a sonné, Monseigneur !

Très en colère contre son ministre de l'Intérieur Daho Ould-Kablia, qui aurait manqué de fermeté face aux manifestants du 12 février dernier, Abdekka s'apprête à le remplacer par...

... Tata Louisa !

Ah ! Ce téléphone ! Ce fameux téléphone ! Objet central dans le bureau des dictateurs, il est regardé avec crainte, même lorsqu'il ne sonne pas. Il est entouré d'un halo mystérieux. Il est astiqué tous les jours. On vérifie de temps à autre qu'il est bien branché. Et l'on prie secrètement pour qu'il ne sonne pas. Tant que c'est un objet inerte, sans «voix», la crainte demeure sourde. Elle est là, mais ce n'est pas encore la panique. Le dictateur travaille à sa dictature sur son bureau, surveille d'un œil le téléphone et marmonne quelques remerciements à la divinité qui protège les dictateurs en ne faisant pas sonner ce foutu combiné. Mais lorsque la sonnerie retentit ! Ah ! Lorsqu'elle grésille comme grésilleraient des chairs sur le barbecue, il faut voir la mine du dictateur. Sa figure se décompose. Son teint devient grisâtre, puis, au fil de la sonnerie du téléphone qui ne s'interrompt pas, le visage du potentat vire au pâle intense, au blanc cireux. La main du dictateur est soudain agitée de tics nerveux. Il va pour décrocher. Il tend le bras. Se ravise et le replie. Ses yeux affolés ont bien vu sur l'écran qui identifie les appelants l'indicatif qui s'est affiché. Celui des Etats-Unis d'Amérique. Le dictateur vacille. Dieu, ce qu'un simple coup de fil peut provoquer comme mutations chez un être humain. Je trouve, d'ailleurs, que les chercheurs ne se sont pas assez penchés sur ce phénomène des télécoms. Pourquoi, diable, les scientifiques ne peuvent pas nous expliquer le mécanisme, sûrement très compliqué, qui

transforme un dictateur, jusque-là sûr de lui, en chiffe molle dès qu'il reçoit un appel des Etats-Unis d'Amérique ? Quel est ce fluide puissant qu'amène à gros bouillons une sonnerie de téléphone en provenance de Washington ? D'ailleurs, il n'y a pas que cet aspect qui est troublant et sur lequel les scientifiques ne se sont pas penchés. Il y en a un autre encore plus saisissant. La première fois que le téléphone sonne dans le bureau du dictateur, celui-ci vient aussitôt après nous informer qu'il a reçu un coup de fil en provenance d'un autre bureau, à la forme ovale celui-là, mais qu'il n'en a cure, qu'il ne se fera jamais dicter ses faits et gestes de dictateur par quelque puissance étrangère que ce soit. Pourtant, au bout du deuxième, parfois du troisième appel en provenance du même interlocuteur, le Monseigneur, hier encore plastronnant, revient petitement, les yeux scotchés sur ses petites chaussures, nous murmurer qu'il va marquer une pause significative dans son boulot de dictateur, qu'il ne se représentera plus à un nouveau mandat de dictateur et qu'il se conformera aux vœux du peuple. Dans certains cas, il n'a même pas le courage de produire lui-même ces explications-là. Il charge un apprenti dictateur de venir délivrer le peuple de sa présence. Mais... attendez ! Qu'entends-je ? Quel est ce bruit ? C'est une sonnerie de téléphone ou alors mes oreilles me joueraient-elles des tours ? Mais oui ! C'est bien le grésillement du téléphone. Il sonne. Il sonne enfin. Il sonne pour vous, Monseigneur. C'est le moment de décrocher. Débranchez, Monseigneur ! Si vous ne décrochez pas, le monsieur, dans le bureau très ovale, va se fâcher. Débranchez ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.